



Borne favorable à une généralisation des "boutons d'appel" dans les établissements scolaires

(), (AFP) -

L'installation de "boutons d'appel" dans les collèges et lycées pour "prévenir immédiatement le commissariat" est "une réponse qui peut être généralisée", a estimé lundi Elisabeth Borne, trois semaines après l'assassinat du professeur d'histoire Dominique Bernard dans son lycée d'Arras.

"Ce que je cherche, ce sont des mesures efficaces", a dit sur France Inter la Première ministre.

Le ministre de l'Education nationale Gabriel Attal a reçu dans la matinée les associations d'élus locaux, "pour définir ensemble les mesures de sécurité qu'on peut mettre en place", selon Elisabeth Borne.

Quelques jours après l'attentat d'Arras du 13 octobre, Gabriel Attal avait évoqué la nécessité d'"aller plus loin" en matière de sécurité dans les établissements scolaires, soulignant qu'il y avait "plein de pistes".

Parmi les propositions formulées par les élus pour renforcer la protection des établissements scolaires, la présidente de Régions de France Carole Delga (PS) avait évoqué la possibilité d'installer des bornes d'appel dans les lycées "pour avoir en urgence le contact avec les forces de police ou de gendarmerie".

Interrogée par l'AFP à l'issue de la visioconférence organisée avec Gabriel Attal, l'association Régions de France s'est dite "très satisfaite sur la méthode", qui consiste pour le ministre "à se saisir des questions de sécurité".

Même si les décisions "ne sont pas prises à ce stade", Régions de France salue la priorité donnée par le ministre à la question de la liaison directe des établissements scolaires avec les forces de l'ordre et à celle de la formation de tous les personnels aux enjeux de sécurité.

Elle regrette toutefois l'absence de réponse sur la sécurisation des transports scolaires.

Selon Miguel Leroy, représentant d'Intercommunalités de France, l'enquête flash conduite par le ministère sur l'état d'équipement des établissements en matière de sécurité a révélé que "61,1% des écoles ayant répondu au questionnaire ne disposent pas d'une alarme anti-intrusion".

"Les écoles qui ont des cornes de brume pour donner l'alerte sont plus nombreuses qu'on le pensait", a-t-il commenté.

Du côté des départements, on rappelle aussi qu'un point sur la sécurisation des établissements sera systématiquement mis à l'ordre du jour des conseils d'école et d'administration des collèges et lycées.

"Chacun est d'accord pour un travail de co-construction sur la sécurisation des enfants et des personnels", a réagi Martine Vassal (LR), première vice-présidente de Départements de France.

Selon l'Association des maires de France (AMF) représentée par le maire d'Arras Frédéric Leturque (Les Centristes), les collectivités ont beaucoup insisté sur les financements.

"Le ministre nous a dit que l'Etat pourrait assurer 50% des financements en matière d'équipements, portiques, clôtures, caméras, mais toutes les collectivités n'ont pas les moyens de faire les 50% du chemin restant", a mis en garde M. Leturque.

"Il faut que ce qui s'est passé à Arras donne la tonalité d'un chantier qui s'ouvre. Aujourd'hui on est sur un état d'esprit, un diagnostic, des propositions de solution", a-t-il ajouté, précisant que le "bouton d'appel" n'allait "pas régler tous les problèmes".

Selon les associations d'élus, Gabriel Attal s'est engagé à les réunir "très régulièrement" sur ces sujets.

Afp le 06 nov. 23 à 15 34.